

La crise économique et politique en France (1974-1988)

Introduction :

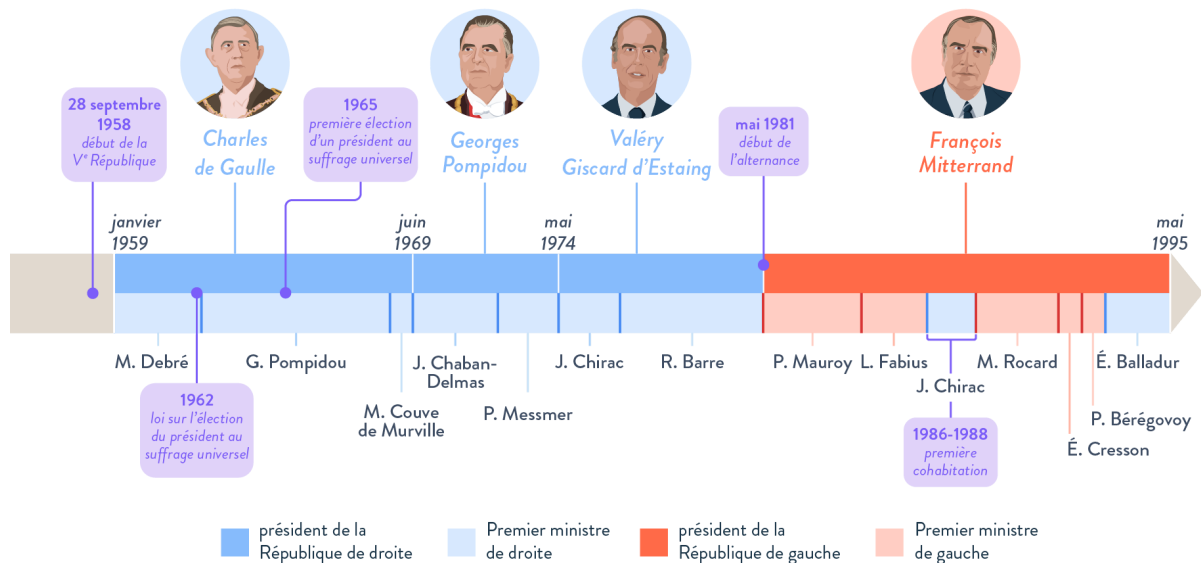
Les institutions de la V^e République furent élaborées d'après la conception que le général de Gaulle se faisait de la répartition des pouvoirs entre le parlement et la présidence. Tirant les leçons de l'échec de la IV^e République, il souhaitait que le pouvoir exécutif soit le moins dépendant possible du pouvoir législatif. Élu en 1958 puis réélu en 1965 président de la République jusqu'à sa démission en 1969, son Premier ministre Georges Pompidou lui succéda ensuite jusqu'en 1974.

La mort prématurée du président Pompidou est un choc pour le pays. Des élections présidentielles anticipées sont alors organisées et vont permettre à Valéry Giscard d'Estaing (VGE) de s'installer au palais de l'Élysée entre 1974 et 1981, avant de céder sa place à François Mitterrand, premier président de la République socialiste de la V^e République.

- Comment fonctionneront les institutions de la V^e République entre 1974 et 1988 ?
- Comment Valéry Giscard d'Estaing et François Mitterrand moderniseront-ils la vie politique française ?

Pour répondre à ces questions, nous traiterons dans une première partie le septennat de Valéry Giscard d'Estaing avant d'aborder dans un deuxième temps le premier septennat de François Mitterrand.

Alternances politiques sous la V^e République entre 1959 et 1995



IMG - 01 : Alternances politiques sous la V^e République.

1

Valéry Giscard d'Estaing : premier président non gaulliste de la V^e République

VGE, alors candidat du **FNRI** (*Fédération nationale des Républicains indépendants*) est élu le 27 mai 1974, d'une courte majorité au deuxième tour de l'élection présidentielle face à **François Mitterrand**, candidat socialiste. Le **FNRI** est un parti de droite qui partage une grande partie des idées défendues par le Gaullisme. La principale différence se situe dans une volonté beaucoup plus affirmée d'**accélérer le processus de construction européenne**.



Valéry Giscard d'Estaing (VGE) est né en 1926 à Coblenz, en Allemagne. Diplômé de l'ENA (*École nationale d'Administration*), il est nommé **ministre de l'Économie et des Finances** de 1962 à 1966 sous la présidence du **général de Gaulle**. Il exerça de nouveau cette fonction sous la présidence de **Georges Pompidou** de 1969 à 1974 avant d'être élu **président de la République** à l'âge de 48 ans la même année.

→ Il est à l'époque le plus jeune président de la République à exercer cette fonction. Il accède au pouvoir avec la volonté de **réformer** et de **moderniser le pays**.

a Un président de droite

Pour la première fois depuis 1958, un **président de la République non gaulliste** s'installe au palais de l'Élysée. Toutefois, afin de rassurer les partisans du général de Gaulle qui l'ont soutenu lors du deuxième tour de l'élection présidentielle, VGE nomme **Jacques Chirac** Premier ministre. Des tensions et des rivalités vont très vite perturber la relation entre ces deux responsables politiques, ce qui va amener Jacques Chirac à démissionner en 1976. VGE décide alors de nommer **Raymond Barre**, de la même sensibilité politique que la sienne, au poste de Premier ministre : il y restera jusqu'en 1981.



Définition

Gaullisme :

Le gaullisme est un courant politique qui se réclame de l'action et de la pensée du général de Gaulle. Les principales idées politiques qui structurent la pensée gaulliste sont :

- l'indépendance nationale et la grandeur de la France ;
- la création d'un pouvoir exécutif fort ;
- la justice sociale par la participation et l'intervention de l'État dans l'économie ;
- l'application d'une défiance à l'égard de la politique des blocs.

Lors de sa présidence, VGE va parfaitement **s'adapter aux institutions de la V^e République**. La politique menée s'inscrit d'ailleurs en grande partie dans le prolongement de ses deux prédécesseurs. Il **s'engagea toutefois de façon plus active dans la construction européenne**, notamment en entretenant d'excellentes relations avec le chancelier de la RFA,

Helmut Schmidt. Tous les deux forment alors l'**axe franco-allemand**, rendant plus visible et plus efficace l'entente et la coopération entre les deux plus grandes puissances économiques de la CEE.

b Une volonté de moderniser le pays

Valéry Giscard d'Estaing souhaite **réformer la société française en profondeur**. Afin de donner davantage la possibilité aux jeunes de peser dans la vie démocratique de la nation, l'**âge de la majorité** et donc du **droit de vote** passe de **21 à 18 ans en 1974** (cf. *Les mutations sociales et culturelles de la société française*). Par ailleurs, Simone Veil, ministre de la Santé, présente la même année au parlement un **projet de loi visant à légaliser l'IVG**.

→ Un débat particulièrement virulent va alors diviser les parlementaires pour aboutir à l'approbation du texte en janvier 1975.



Définition

IVG :

L'IVG, ou *Interruption volontaire de grossesse*, est autorisée en France depuis le vote de la loi du 17 janvier 1975.

C'est également sous le septennat de VGE qu'est lancé le **programme de train à grande vitesse** et que s'accélère la mise en œuvre du **programme nucléaire civil** afin de limiter la dépendance de la France au pétrole.

c Un président dans la tourmente

La présidence de Valéry Giscard d'Estaing est également marquée par la **fin des « Trente Glorieuses »** précipitée par les deux chocs pétroliers de 1973 et 1979. Alors que le pays entame ses **« Vingt piteuses »**, la croissance économique ralentit, l'inflation ampute le pouvoir d'achat des Français alors qu'un chômage de masse s'installe dans le pays. Les mesures prises afin de relancer la croissance économique ne parviennent pas à porter leurs effets et contribuent à l'impopularité de la politique de VGE.

Vingt piteuses :

Les « Vingt piteuses » correspondent à une période de ralentissement important de la croissance économique et d'augmentation du chômage en France de 1975 à 1995.

Le **Canard enchaîné** révèle en 1978 que **Jean-Bedel Bokassa**, président de la République centrafricaine, a offert à VGE, en 1973, des diamants alors qu'il était ministre de l'Économie et des Finances. Cette « **affaire des diamants** » fait alors scandale et contribue à créer un décalage de plus en plus palpable dans les sondages entre le président et l'opinion publique.

→ Se présentant de nouveau à l'élection présidentielle de 1981, il est **finalement battu par François Mitterrand**.



Valéry Giscard d'Estaing est le premier président de la République non gaulliste à accéder à cette fonction sous la V^e République. Ayant été ministre du général de Gaulle puis de Georges Pompidou, l'exercice de son pouvoir s'adapte sans difficulté aux institutions. Il cherche à moderniser le pays en réalisant d'importantes réformes.

2 | Le premier septennat de François Mitterrand : le tournant socialiste

Dans un livre publié en 1965 intitulé *Le coup d'État permanent*, **François Mitterrand** dénonçait la mainmise du général de Gaulle sur les institutions de la V^e République. Des années plus tard, en devenant président de la République, il devient le garant du bon fonctionnement de ces mêmes institutions.

a Le premier président de la République de gauche de la V^e République



François Mitterrand (1916-1996) est né à Jarnac (Charente) dans une famille bourgeoise. Il effectue des études de droit avant de devenir avocat.

Il est ministre dans plusieurs gouvernements de la IV^e République et se présente une première fois à l'élection présidentielle en 1965. Il échoue au deuxième tour face au [général de Gaulle](#). Il en est de même en 1974 face à [Valéry Giscard d'Estaing](#).

→ Il remporte finalement l'élection en mai 1981.

Le **11 mai 1981** est un véritable tournant dans l'histoire politique de la V^e République puisque François Mitterrand, candidat [socialiste](#), s'installe à l'Élysée. Il nomme dans la foulée **Pierre Mauroy**, membre du parti socialiste, Premier ministre. Ensemble, ils forment un **gouvernement qui compte quatre ministres communistes**, une première en France depuis 1947 alors même que la [guerre froide](#) n'est pas encore achevée. Afin de lutter contre les effets économiques et sociaux de la crise qui frappe le pays, un vaste mouvement de nationalisation des plus grandes banques de dépôts (Crédit Lyonnais, Société générale, Paribas, etc.) mais aussi d'importantes entreprises industrielles (Dassault, Saint Gobain, Usinor, etc.) est engagé.



Définition

Nationalisation :

La nationalisation consiste à transférer la propriété de l'entreprise d'une personne, ou d'un groupe de personnes privées, à l'État.

→ Cette politique ne parvient pas à sortir le pays de la crise. Pire, elle **aggrave le déficit public tout en menaçant la stabilité du franc**.

Pierre Mauroy doit ainsi démissionner pour être remplacé en juillet 1984 par **Laurent Fabius**. Ce dernier mène alors une politique d'austérité qui vise

à rétablir l'équilibre des comptes publics en diminuant les dépenses de l'État et en augmentant certains impôts.

→ C'est ce qu'on appelle le « **tournant de la rigueur** ». Ce revirement suscite une impopularité importante du gouvernement et va favoriser la victoire de la droite aux élections législatives de 1986.

b La cohabitation, un tournant dans le fonctionnement des institutions

Lors des élections législatives organisées en mars 1986, le parti gaulliste sort vainqueur en obtenant la majorité des sièges de députés à l'Assemblée nationale. **Jacques Chirac**, président du RPR (*Rassemblement pour la République*), parti vainqueur des élections, est alors nommé Premier ministre.

→ Il s'agit de la **première cohabitation de la V^e République**.



Définition

Cohabitation :

En politique, fait d'avoir un président d'une faction politique, droite ou gauche, et un Premier ministre d'un autre bord, qui est nommé du fait de la majorité obtenue par les partis d'opposition à l'Assemblée nationale.

Dans cette situation, le **Premier ministre est en charge de la politique intérieure** (justice, sécurité, éducation etc.) tandis que le président de la République garde la main sur son **domaine réservé** : il est garant du bon fonctionnement des institutions, il reste chef des armées et de la diplomatie.

Cette répartition des pouvoirs est assez populaire dans l'opinion publique. Toutefois, en suscitant des tensions au plus haut sommet de l'État, la **cohabitation** a tendance à **ralentir l'action des pouvoirs publics** et à **freiner les réformes** dont le pays a pourtant besoin pour se **moderniser**.



Jacques Chirac (1932-2019) est né à Paris. Issu de la petite bourgeoisie parisienne, il est diplômé de l'ENA (*École nationale d'Administration*). Plusieurs fois ministre dans les années 1970, il fonde le RPR, (*Rassemblement pour la République*, **parti gaulliste**) en 1976 puis devient maire de Paris en 1977.

Il est nommé Premier ministre par **Valéry Giscard d'Estaing** en 1974 avant de démissionner deux années plus tard. Il exerce de nouveau cette fonction lors de la première cohabitation, sous la présidence de François Mitterrand de 1986 à 1988.

→ Il est élu **président de la République** en 1995 puis réélu en 2002.



Lutter contre les inégalités sociales et réformer la société



Les aspects de cette partie sont développés et approfondis dans le cours *Les mutations sociales et culturelles de la société française*.

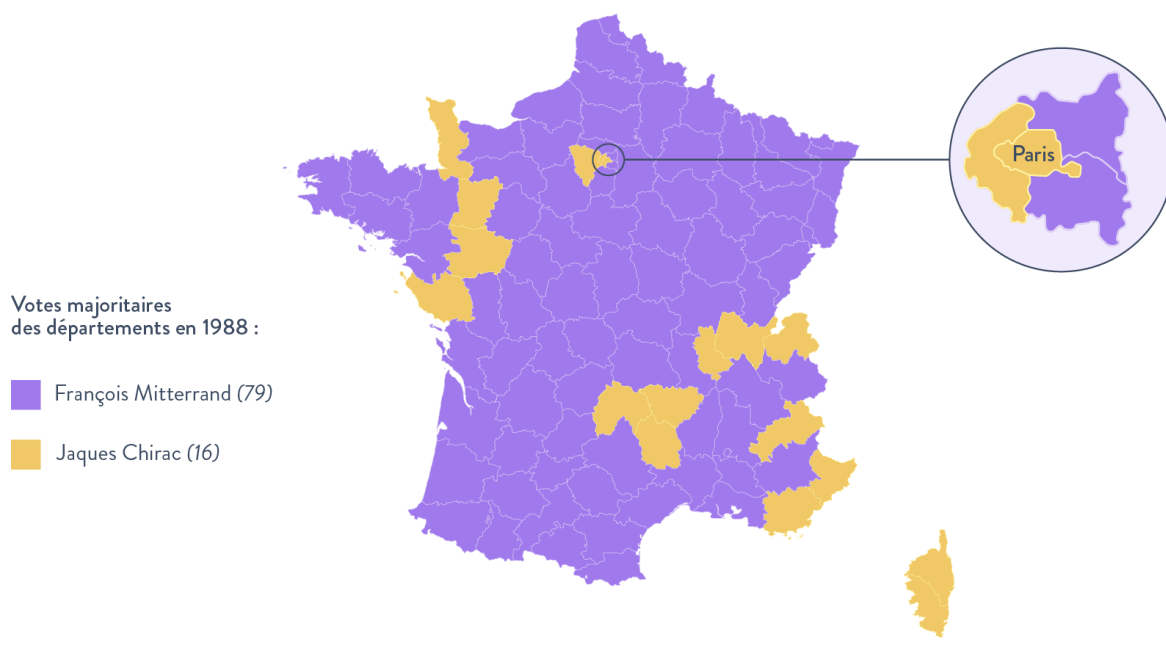
Dès son arrivée au pouvoir, **François Mitterrand** met en œuvre des **mesures sociales** visant à **améliorer les conditions de vie des personnes les plus modestes** tout en s'engageant dans une politique active de **lutte contre les inégalités sociales**. Parmi ces mesures nous pouvons particulièrement retenir :

- la création d'une 5^e semaine de congés payés ;
- l'abaissement de l'âge de la retraite de 65 à 60 ans ;
- la diminution de la durée hebdomadaire du temps de travail à 39 heures ;
- la création des ZEP (zone d'éducation prioritaire) qui visent à accorder plus de moyens aux établissements scolaires qui concentrent le plus de difficultés parmi leurs élèves.

→ Des réformes visant à moderniser la société française sont également adoptées, comme l'abolition de la peine de mort (1981) et la dépénalisation de l'homosexualité (1982).




En accédant au pouvoir en 1981, François Mitterrand a su s'adapter à des institutions politiques contre lesquelles il s'était opposé au moment de leur mise en application au début des années 1960. L'impopularité grandissante de son Premier ministre, Jacques Chirac, qui sera également son adversaire au deuxième tour de l'élection présidentielle de 1988, va lui permettre de se faire confortablement réélire pour un deuxième mandat.



Conclusion :

À partir de 1974, Valéry Giscard d'Estaing puis François Mitterrand présidèrent la République française en s'adaptant à des institutions conçues en 1958 pour un homme, le général de Gaulle. Il s'agit d'un tournant majeur de la vie politique française.

Dans un contexte de crise économique et sociale caractéristiques des « vingt piteuses », ils contribuèrent à réformer et à moderniser le pays en fonction de leur propre sensibilité politique.



Il fallut attendre 1995 avec la victoire de Jacques Chirac à l'élection présidentielle, pour voir à nouveau un président gaulliste diriger le pays.